



dimanche 10 septembre 2017

Le 12 septembre, tous en grève et dans la rue

Une fois de plus, le président Macron s'est lâché par une petite phrase bien chargée de mépris. Il a déclaré qu'il ne céderait « ni aux fainéants, ni aux cyniques ni aux extrêmes ». Il voudrait jouer au chef d'État droit dans ses bottes, disposé à faire passer ses mesures en force. Mais gare à l'effet retour et à la colère du monde du travail !

Les ordonnances des patrons

Dévoilées fin août, chacune des mesures des ordonnances modifiant le Code du travail est une attaque en règle contre les travailleurs : licenciements à peu de frais, précarité accrue pour les salariés, et liberté pour les patrons de faire leur loi dans chaque entreprise.

Pour le président du Medef, Pierre Gattaz, ce n'est qu'une « première étape » : il en demande plus. Le Premier ministre, Édouard Philippe, prépare déjà une suite : la hausse de la CSG, une réforme des retraites et de l'assurance chômage, et, pour les plus riches, une quasi-suppression de l'ISF. Alors qu'on soigne les patrons au nom du sauvetage de l'économie, voilà que les grandes entreprises affichent des bénéfices record : plus de 50 milliards de bénéfices au premier semestre 2017 pour les entreprises du CAC 40, soit 25 % de plus que pour le premier semestre de l'an dernier.

Et il faudrait qu'on laisse faire ? Il faudrait qu'on écoute la CFDT, qui avait déjà approuvé la loi El Khomri au printemps 2016 et récidive ? Il faudrait qu'on se résigne, comme nous y convie le secrétaire général de la confédération FO alors que nombreux sont les syndicats de sa confédération qui vont participer à la manifestation du 12 septembre ?

Des raisons de participer massivement à cette journée de grève et de manifestations appelée par la CGT, la FSU et l'union syndicale Solidaires, on en a plus qu'il n'en faut.

Le plafonnement de l'indemnité pour licenciement abusif doit permettre aux patrons de licencier même de façon parfaitement illégale en sachant que cela ne leur coûtera pratiquement rien.

Le droit accordé aux patrons des petites entreprises de négociier en dessous même des minima fixés par les accords de branche, va leur permettre

d'imposer baisses des salaires, suppressions de primes ou augmentation des horaires en pratiquant le chantage aux suppressions d'emplois ou à la fermeture. C'est une pratique déjà courante, y compris dans de grandes entreprises. Elle deviendrait la règle.

La durée des CDD et le nombre de leurs renouvellements possibles pourraient être modifiés selon les branches au gré des besoins du patronat, accroissant encore la précarité des emplois.

Quant à la fusion prévue des divers types de représentants du personnel (Délégués du personnel, élus aux Comités d'entreprises et aux Comités hygiène, sécurité et conditions de travail), elle vise à transformer les syndicalistes en professionnels du papotage avec les directions, le fameux « dialogue social » qui devrait remplacer les luttes.

Le massacre des emplois aidés

Le gouvernement ose parler de politique pour l'emploi. Mais il est le premier des licencieurs, avec la réduction drastique du nombre d'emplois aidés, qui passeront de 460 000 en 2016 à 310 000 fin 2017.

Répartis essentiellement dans les services publics et dans des associations assurant des services sociaux, ces salariés remplissent des tâches indispensables : dans cette rentrée scolaire, de nombreuses mairies n'ont pas pu assurer le bon fonctionnement des cantines des écoles ou ont supprimé carrément des activités périscolaires ou de soutien aux élèves en difficulté ou handicapés.

Cette journée de grève et de manifestations du 12 septembre doit être le plus massivement suivie. Et il ne faudra pas en rester là. Une journée d'action le 21 septembre est déjà annoncée par la CGT. Indépendamment de toutes les tactiques, accords ou désaccords des directions syndicales, il ne tient qu'à nous de faire du 12 septembre le point de départ d'une riposte générale du monde du travail.

Le nouveau venu du froid

La semaine dernière, l'actuel directeur, en partance pour Tremery, et son successeur, de retour de Russie, ont fait leur petit tour de terrain dans l'usine. Ces messieurs en voient, du paysage, au sein du groupe PSA. Le nouveau a été le directeur d'Aulnay quelques mois, juste pour donner un dernier coup de balais après la grève... Sachons lui réserver un accueil vigilant.

Fermeture de ligne : il est temps de l'ouvrir !

En LDR, la direction officialise l'arrêt de la ligne 10 pour l'été 2018, sans annoncer d'investissements pour compenser l'arrêt de cette production. Elle semble continuer à naviguer à vue. Quels que soient ses projets, à court ou à long terme, seule notre réaction collective compte, pour le reclassement des collègues comme pour l'avenir de l'usine.

Le joli monde des chiffres

En Zorc, les nouveaux postes créés en janvier 2016 tombent en ruine. Sur le poste n°4, depuis plus de 2 mois la table à rouleaux est en panne, et sur le poste n°3, un rouleau s'est affaissé de la table... Quant au poste n°8, il défie toutes les règles de sécurité et d'ergonomie. Mais tout cela n'intéresse pas le chef de fabrication, qui ne voit que ses 80 % de rendement opérationnel. À nous de nous débrouiller avec des postes défaillants ? Qu'il mette la main à la pâte.

Opel à solidarité

La direction de PSA se répand dans la presse pour indiquer que les pertes financières du groupe Opel-Vauxhall, racheté par PSA l'an dernier, seraient si importantes qu'elles justifieraient des suppressions de postes massives parmi les 21 000 salariés allemands.

Licencier les travailleurs de là-bas pour faire peser une charge de travail accrue sur ceux d'ici, on reconnaît bien là les méthodes appliquées depuis des années par la direction de PSA, en France comme à l'étranger. A moins de leur opposer nos « synergies » solidaires.

Croissance de l'exploitation

PSA affiche pour la 3^e année consécutive une triple croissance : de marge opérationnelle, de volume et de position financière nette. Une « rentabilité record » pour PSA qui toucherait 1 400 € par voiture vendue, selon Le Figaro, contre 1 000 pour Renault. C'est sûr qu'ils ont bien « pushé » pour passer : conditions de travail, effectifs, tout y est passé pour satisfaire la bête. Leur triomphalisme mérite bien un retour de boomerang.

Un CDI pour tous : intérimaires...

Avec un tel succès, le groupe est bien obligé de recruter des ouvriers pour produire toutes ces belles bagnoles. Après les 1 000 intérimaires qu'elle recrute à Sochaux pour monter une équipe de week end, ce ne sont pas moins de 800 intérimaires qui sont aussi attendus à Mulhouse pour créer une équipe VSD. PSA augmente ses profits... et la précarité.

... et sous-traitants

Jeudi dernier, le tribunal a validé l'offre de reprise de l'équipementier automobile par GMD, qui ne reprendrait que 120 salariés sur 276. Les salariés n'attendaient rien du tribunal et continuent de mettre la pression sur les responsables : PSA et Renault, les principaux donneurs d'ordres, qui organisent l'étranglement de GM&S depuis des années. Pour se faire entendre, ils ont rendu visite au site de PSA Poissy mardi dernier. C'est à travers un mur de cadres et de CRS que les ouvriers de PSA, qui comprennent leur combat, ont pu dire leur sympathie. Les salariés de GM&S continuent de se battre pour leurs emplois... et ils ont bien raison au vu des profits record annoncés par PSA cet été.

Des enfumeurs qui ne manquent pas d'air

Après Volkswagen et Renault, c'est au tour de PSA d'être pris la main dans le sac de la fraude aux moteurs diesel. La presse évoque désormais le rapport du service de répression des fraudes qui dénonce une « stratégie globale visant à fabriquer des moteurs frauduleux, puis à les commercialiser ». C'est-à-dire purement et simplement la même arnaque que celle pratiquée par tous les constructeurs, consistant à truquer les tests d'homologation plutôt que d'investir pour se conformer à la réglementation. La direction de PSA s'est contentée de démentir mollement avant de porter plainte pour divulgation du secret de l'enquête ! En tout cas, ce n'est pas aux salariés de payer pour ces fraudes, nocives à la santé de toute la population.

Ouragan Irma : une catastrophe pas si naturelle

Après le passage de l'ouragan Irma sur les îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, Macron a pointé du doigt le réchauffement climatique. Certes. Mais ses conséquences sont largement aggravées par la misère sociale qui règne dans certaines parties de ces îles.

Le gouvernement, plus prompt à envoyer des troupes contre les pillages que pour secourir la population, vient de refilet 21 milliards de CICE au grand patronat cette année. Et il ne trouverait pas 1,2 milliards pour reconstruire les logements et infrastructures nécessaires à la survie de toute une population ?